

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique – Directeur : Frédéric Aimard – 19 octobre 2026 – 1,50 €

N° 210

D'où viennent-ils ?

Tandis que recommençait une soirée d'émeute dans la capitale, le président de la République a réussi à ne rien annoncer le dimanche 18. Le bilan de la veille reste lourd : 2 000 personnes interpellées, 600 policiers, gendarmes et pompiers blessés. 1 500 commerçants ont été « touchés directement ». La facture sera pour le contribuable, pour la part dite de l'État, et pour les assurés, avec la mutualisation des primes. Sans oublier les franchises, les découverts de garantie et ce que ni les contrats ni le régime de l'État ne couvrent, avec, plus tard, la réévaluation des primes.

La violence sans limite – avec volonté de blesser, voire de tuer — s'appuyait sur une organisation installée très tôt le matin, avec de jeunes et très jeunes garçons et filles équipés pour ne pas être identifiés. Plus ceux remplissant leurs grands sacs avec les matériels, les vêtements et la nourriture pillés, parfois sous le regard de passants apparemment peu concernés.

Il faut donc se poser la question de l'origine de ces commandos et de ces scènes de guerre. Les services de renseignement doivent bien disposer d'informations, même s'ils n'ont pas anticipé l'heure et l'ampleur des mouvements. D'un point de vue logistique, les forces de l'ordre ont souvent été

prises au dépourvu et elles ne pouvaient pas se trouver forcément au bon endroit au bon moment, d'où les réactions péremptoires de certains maires accusant l'État de n'avoir pas protégé leurs villes alors qu'eux-mêmes ne faisaient pas intervenir leurs polices municipales.

Au niveau français, on peut exclure l'intervention, directe ou non, de forces politiques représentées au Parlement, même si la France in-

soumise ne s'était pas privée d'attiser les braises auprès des lycéens. Mais, en bon trotskiste, Jean-Luc Mélenchon s'est dit non intéressé par des « actions sans signification politique ». Certains responsables de gauche ont voulu renvoyer les responsabilités des violences au RN.

Il conviendra de déterminer si des éléments de l'ultra-gauche ont pu se trouver à la manœuvre. Non seulement beaucoup de Black



SOMMAIRE

P. 1 : D'où viennent-ils ?
 P. 2 : Convergences. — En attendant le FMI. — Glucksmann. — Garde à vue des mineurs. P. 3 : Lectures.
 P. 5 : TGV. — Chou-fleur breton. P. 6 : Léon XIV. — Marine à Bruxelles. — P. 7 : Le commerce du livre.
 P. 8 : L'Inde éternelle. La drogue au pouvoir.

Blocs viennent d'autres pays européens, mais existent des réseaux liés à des puissances étrangères ayant tout intérêt à répandre le chaos. Ainsi en est-il – sans que rien, pour le moment, ne puisse le lier aux récents événements – du multimillionnaire américain Neville Roy Singham résidant à Shanghai, au cœur d'une toile mondiale, soupçonné de relayer la propagande de Pékin. Ce n'est non plus un secret pour personne que Moscou a l'habitude des opérations de déstabilisation.

Jean-Gabriel Delacour

Convergences

Les manifestations du 17 octobre étaient censées exprimer une convergence des luttes réunissant lycéens et gilets jaunes, syndicalistes et mécontents de tout poil, travailleurs précaires et casseurs. On sait ce qui s'est passé, les derniers ayant réussi à retenir seuls l'attention en pratiquant l'émeute, le saccage et le pillage. On va donc continuer à passer sous silence une autre convergence, celle des alertes lancées par de nombreux responsables et observateurs, en France comme à l'étranger, sur la situation économique, notamment budgétaire, du pays. Certains commentateurs commençaient pourtant à en relever les diverses expressions, mais tout cela reste médiatiquement secondaire par rapport au maintien de l'ordre.

Commençons par le rapport sur les défaillances d'entreprises en France, dû au cabinet Altares. Le premier trimestre 2026 a ainsi enregistré près de 19 000 procédures, soit une hausse de 6,4 % par rapport à l'année précédente – et cela ne

tient guère compte de la crise énergétique du Moyen-Orient. Ensuite, le bilan de la Banque de France de septembre parle d'une inflation de l'ordre de 2,3 % pour cette année et l'Insee publie l'augmentation de l'indice des prix à la consommation : + 3,1 % sur un an (rappelons que les automobilistes et les professionnels ont subi 44,1 % de hausse du gazole, 25,7 % de l'essence et 19 % du gaz). Quant au chômage, la Banque de France prévoit 8,4 % à la fin de l'année – avec un reflux à 8 % en 2028...

Pour parfaire le tableau, Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne, a remis les pendules à l'heure en ce qui concerne l'endettement : « La solution principale et prioritaire se trouve en France ». Quant au Fonds monétaire international, sa directrice générale, Kristalina Georgieva, a estimé que le déficit durable des comptes publics va approcher 5,9 % au lieu de l'objectif gouvernemental de 3,1 %.

Quelles réformes et quelle redéfinition des priorités sont-elles envisagées ? Le projet de budget envisagé par Sébastien Lecornu pourra-t-il y répondre ?

Précy

En attendant le FMI

La mairie de Limoges a brûlé lors des manifestations du 17 octobre. Ce n'était pas Notre-Dame de Paris. Mais tout de même un monument imposant, témoignage d'un savoir-faire dont on n'a plus l'équivalent. Appauvrissement collectif et signe qu'aucune autorité ne peut plus se faire respecter. Partout des pillages, par des hordes qui

ne seront pas vraiment inquiétées, ont transformé des centres-villes en champs de ruines.

Les forces de l'ordre estiment avoir manqué d'effectifs, de munitions, de consignes claires et leurs syndicats expliquent que les aménagements des rues cyclables ont gêné leur déploiement, comme celui des pompiers. Et puis on voit, dans certaines rues intactes, les décorations de « fêtes de fin d'année » qui commencent à être installées. Coûteuses guirlandes électriques fabriquées en Chine. Et puis on nous dit que le « Pass culture », qui permet à des lycéens d'acheter gratuitement » des biens culturels, coûterait 450 millions l'an... N'y aurait-il pas des dépenses qui fragilisent l'argument de ceux qui affirment qu'« il n'y a plus d'argent dans les caisses » ?

D'aucuns appellent à un sursaut d'autorité, espèrent en la victoire de Marine Le Pen pour rétablir l'ordre (en craignant que ce soit l'inverse qui se produise). Il paraît qu'à Bercy, l'attitude de certains hauts fonctionnaires est plutôt au découragement. Chacun est persuadé qu'il n'y a plus qu'à attendre que le FMI prenne la direction des affaires.

Sinon, avez-vous entendu parler d'un certain Moïse Mitterrand, petit-neveu de François ? Adepte du libéralisme économique, il se poserait en futur Javier Milei français. Dans un pays où l'idée de transmission héréditaire du pouvoir n'a jamais été complètement éradiquée, il y a peut-être là une surprise à attendre ? Mais la purge par le FMI paraît plus probable car elle arrange tous ceux qui ne veulent pas déplaire à leurs électeurs.

Frédéric Aimard

Glucksmann

Même si ses 66 % à la primaire socialiste ont été relégués par la violence de l'actualité, Raphaël Glucksmann devrait retenir l'attention. Mais, en se contentant de généralités et de phrases prudentes, il n'est pas assuré de sortir le PS de sa léthargie, pour ne rien dire de la nécessité de s'intéresser à des électeurs autres que les sociaux-démocrates tout en maintenant une inébranlable hostilité à LFI.

Ses prestations, après comme avant son investiture, n'ont guère ébloui. Intellectuel plus à l'aise comme conseiller que comme dirigeant, il a surtout été promu par les médias, qui lui ont fabriqué une stature d'homme à remettre le pays en selle. Le problème vient de ce que l'on ne connaît rien de ses projets, notamment face aux crises actuelles.

Dans l'immédiat, c'est-à-dire dans les six petits mois précédant l'élection présidentielle, on va donc assister à quelques manœuvres de ses « amis » socialistes, notamment de ceux pour lesquels François Hollande reste une solution.

Jean-Étèveaux

Garde à vue des mineurs délinquants

M. Mélenchon qui adore tout le monde à condition qu'on vote pour lui a indiqué qu'il était pour que les mineurs de 16 ans puissent voter, avec des arguments spécieux et trompe l'œil.

Ils ont le droit d'être émancipés et donc d'assumer leurs rôles de parents ce qui est

■ **Social** : Les manifestations pour le pouvoir d'achat, le 17 octobre, ont mobilisé entre 550 000 personnes selon la police et 800 000 à 1 million selon les organisateurs. Elles ont dégénéré en émeutes dans plusieurs villes. Le bilan humain est assez lourd : un manifestant un mort d'un arrêt cardio-respiratoire boulevard Magenta à Paris, un lycéen a perdu une main en voulant ramasser une grenade à Saint-Étienne, 500 membres des forces de l'ordre auraient été blessés et des centaines de manifestant ont dû recevoir des premiers soins. 1 800 émeutiers ont été interpellés par la police. Le bilan matériel est inhabituel : la mairie de Limoges a presque entièrement brûlé, ainsi que l'office du tourisme de la place Bellecour à Lyon. À Bordeaux, Marseille, Lille... de nombreux commerces ont été vandalisés et pillés. La résidence de la préfète a été saccagée à Bordeaux. Le ministre de l'Intérieur a présenté sa démission au président de la République, qui l'a refusée. Les troubles ont continué pendant et après le discours du président de la république le dimanche 18 octobre au soir, notamment dans le quartier des Halles et autour de la place de la République à Paris. Le bilan économique se chiffrera en dizaines de millions d'euros.

■ **Métallurgie** : Aucun repreneur n'avait fait d'offre le 11 octobre au tribunal de commerce de Lorient pour reprendre la Fonderie de Bretagne à Caudan (Morbihan). Cette usine avait été fondée en 1966 par Renault pour produire des pièces automobiles qui ne sont plus utiles aux véhicules électriques actuels. L'usine avait été reprise en 2025 par le groupe Eurolas, déjà propriétaire défilant des Forges de Tarbes, qui escomptait y fondre des corps d'obus pour les canons Caesar en complément de l'usine de Tarbes. Celle-ci est la seule en France sur ce secteur hautement stratégique. Un incen-



ROMAN

Résistance

Bien que jumelles, Cécile et Olivia ne sont pas intimes mais le combat qu'elles vont mener pour la liberté, chacune à sa manière, les rapprochera. Marc Lévy nous transporte de Paris à Singapour en passant par Boston dans une fulgurante course contre le mal. Cécile est enquêtrice à Interpol. Sa mission : retrouver des informaticiens mystérieusement disparus. Olivia travaille dans la recherche aux États-Unis. Son objectif : lutter contre le dévoiement de la science.

Les évadées, tome I, Marc Lévy, Robert Laffont/Versilio, 400 p., 21,90 €.

POLAR

Le triomphe de la vérité

Sa connaissance de l'Égypte ancienne fascine les lecteurs de Christian Jacq. Une fois de plus, ils ne seront pas déçus. 340 avant J.-C. Dans l'île sacrée de Philae dédiée au culte et à la production de



« l'énergie spirituelle », la jeune Isis va connaître un destin exceptionnel qui la conduira de simple ritualiste à grande prêtresse, un parcours semé d'embûches. Toutefois elle peut compter sur le Vieux, toujours clairvoyant, son âne, Vent du Nord, et sur l'amour de Kanéfer, architecte du roi.

Les mystères d'Isis, Christian Jacq, XO éditions, 396 p., 22,90 €.

SCIENCES SOCIALES

L'homme couché

Si le sommeil est bien étudié par la médecine, l'homme couché intéresse peu les sciences sociales. David Le Breton comble cette lacune en analysant le sommeil des points de vue épistémologique, social et culturel. Dans toutes les sociétés, le coucher est ritualisé : heure, habillement... Si tout le monde dort (plus ou moins), chacun dort à sa façon.

Dormir. Une anthropologie, David Le Breton, Métailié, 314 p., 20 €.



REVUE

Photographie

Chaque trimestre, la revue Openeye montre les nouvelles tendances de la photographie et présente le travail de photographes émergents ou confirmés. Photos d'auteur ou créations numériques, les talents foisonnent et montrent des univers très personnels dans tous les domaines : paysage, portrait, mode, sport...

Openeye, n° 46. Gratuit sur openeyemagazine.fr.



die accidentel qui a bloqué la production durant 6 mois et l'absence de commandes publiques ont conduit à la liquidation judiciaire de l'usine de Caudan le 15 octobre.

Les 244 salariés vont se voir proposer un CSP (contrat de sécurisation professionnelle) qui prévoit notamment une indemnisation au salaire plein durant 12 mois.

Pour Patrick Martin, président du Medef, on a là « la quintessence des errements de la politique industrielle européenne et française » face à la concurrence chinoise.

Par ailleurs le dernier fabricant français de roues et essieux pour le transport ferroviaire, Valdunes, qui emploie 200 personnes dans sa forge de Leffrinckoucke, près de Dunkerque, et son usine de Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes, également filiale d'Europlasma depuis 2024, est toujours sans candidat à sa reprise alors qu'il est en redressement judiciaire.

■ **Verre :** Le groupe Revive de Cédric Meston (cofondateur de HappyVore – steaks végétaux – et dont l'offre de reprendre Brandt pour 20 millions d'euros n'avait pas été acceptée en mars 2026), propriétaire depuis 2024 de Tupperware-France, a été désigné, le 14 octobre, par le tribunal de commerce d'Orléans pour reprendre la verrerie Duralex (La Chapelle-Saint-Mesmin, Loiret). Il a le soutien affiché de Xavier Niel. 115 emplois sur 219 seront maintenus. 16 millions d'euros dont 6 millions de prêts publics, devraient y être investis notamment pour le remplacement d'un four à gaz par un four électrique. La Société coopérative Duralex, fondée en catastrophe en 2024, avait rapidement été mise en redressement judiciaire. Les 7 millions qui avaient été collectés auprès de 10 523 particuliers par la Scop ne seront probablement jamais remboursés. Une enquête judiciaire a été ouverte sur d'éventuelles malversations.

vrai pour une très petite minorité voire des exceptions. Mais matériellement et moralement on ne sait pas comment ils font sans soutien et tout en continuant l'école. Par ailleurs ils peuvent voter aux élections prud'homales mais à la condition d'avoir un travail, ce qui à l'heure actuelle est une difficulté sur le sens (et la durée) du travail et sur le plan économique. Sans même penser à la retraite avant de commencer à travailler tout en dénonçant au lycée les cadences infernales ! Sachant en outre que les adultes se mobilisent peu aux élections prud'homales (8/10 % votent !) Enfin ces mineurs peuvent être incarcérés. C'est exact mais cela signifie que le petit jeune n'est plus une mignonne tête blonde ou colorée mais un hors-la-loi qu'il connaît, faisons-lui confiance ! Il faudrait alors changer une nouvelle fois l'ordonnance de 1945 sur les mineurs et l'excuse de minorité qui permet de réduire les peines prononcées par la justice ? Le leader de LFI avance donc masqué car ses arguments ne tiennent pas.

En outre à 16 ans sans expérience, sans aucune responsabilité, sans avoir fait un minimum d'études a-t-on une conscience de citoyen réellement assurée et non pas de simples aspirations utopiques. Ainsi M. Mélenchon jadis jeune homme courtois et lettré bien que trotskiste puis longtemps social-démocrate et ministre et laïque convaincu sinon radical a-t-il changé d'avis pour des besoins électoraux. Ce qui est son droit on peut avoir commis des erreurs sans réfléchir. Il est ainsi devenu sur le tard révolutionnaire et protecteur d'une religion qui n'est pas celle de la tradition chrétienne de la France. Adieu la

laïcité.

Chacun jugera avec ses enfants, les jeunes qu'il fréquente et ce qu'il voit dans l'actualité. 16 ans me paraissent moins sérieux que 18 ans où en plus on peut être élu municipal et qu'on aborde la vie adulte avec ses contraintes et ses obligations. Car on l'oublie un peu vite. On n'a pas que des droits. On a aussi des devoirs notamment auprès de la société.

Le syndicat de la magistrature [SAF] s'est mêlé aux débats à la suite des demandes des lycéens devenues des violences urbaines. Ce syndicat représente 25-30 % des juges qui votent à leurs élections professionnelles ce qui est beaucoup sur les quelque 9 000 magistrats. Dont leur nombre est insuffisant ce qui explique en partie la faillite de la justice car il y a d'autres raisons (moyens, délais, état d'esprit, absence de sanctions en cas de fautes...). Des membres de ce syndicat dont ceux qui ont monté le mur des cons ne cachent pas leurs opinions de gauche voire plus si affinités. On commence vraiment à se demander si le magistrat citoyen a le droit d'exprimer publiquement ses convictions politiques comme magistrat qui juge.

C'est la même chose pour le président du conseil constitutionnel qui fait connaître son avis contre toute déontologie et soutient par avance que tel article de la constitution ne pourrait pas être appliqué pour obtenir un référendum sur tel sujet : c'est être juge et partie. Or ledit président n'est que nommé par le président de la République et pas élu.

Si on veut une démocratie qui fonctionne mieux

puisqu'on réclame l'avis des simples gens, il va y avoir des dispositions à prendre dans les mois et les années qui viennent en respectant les scrutins. Tout n'est pas comptable, fasciste ou raciste. Afin d'éviter que ceux et celles qui par délégations du peuple occupent des fonctions sans en rendre compte à personne en s'en remettant à leur conscience orientée ou non, ne se transforment pas en contre-pouvoir devenu bunker. Tout le monde peut se tromper. Ce qui deviendrait le peuple contre les élites. Attention danger !

Quand la jeunesse est dans la rue tout peut dégénérer par capillarité puisque chaque catégorie sociale est mécontente. On sait que les casseurs professionnels, délinquants chevronnés en profitent et que des lycéens se laissent emporter dans le feu de l'action croyant régler par la force ce qui ressortit d'une discussion même vive, des revendications étant légitimes. Je déteste la violence et je ne crois pas que dans une société civilisée le progrès arrive par la confrontation physique sauvage. Je plains toutes les victimes directes dont les forces de l'ordre qui obéissent à des ordres et appliquent des doctrines décidées par les autorités. Et celles collatérales (commerçants, passants, parents effrayés et contribuables...). Les policiers et gendarmes sont des républicains, des parents, des citoyens. Le prétendu manque d'empathie est grotesque : les casseurs ont-ils de l'empathie ? On ne tire pas sur des gamins c'est vrai mais que fait-on quand lesdits bambins se comportent comme des brutes et sont biberonnés à la croyance des violences

policières systémiques? On laisse filer au prétexte que ce sont des enfants mais on punit le maître provocateur en uniforme? Je crois au dialogue. Comme dans une guerre je pense que la diplomatie peut conclure la paix par le compromis. On n'a jamais raison totalement sur tout et contre les autres.

Le SAF s'est distingué. Il a publié le petit guide des gardes à vue, comment ne rien dire, comment se comporter. Ce qui est le rôle des avocats. Il est sorti de son statut car un juge doit être neutre et ne pas choisir arbitrairement son camp, le coupable ou l'innocent. Désormais va-t-il falloir se renseigner sur les convictions profondes de son juge? Et pouvoir le récuser? C'est grave car la justice est un pilier de l'État de droit. Plus de 8 500 gardes à vue c'est beaucoup. Mais la garde à vue est très encadrée juridiquement et après quelques heures de questions-réponses on est libéré, sans sanction. C'est aussi l'apprentissage de la vie et de ses responsabilités. Manifester est un droit mais il y a des limites. La minorité n'est pas une impunité. Seuls les mineurs vrais délinquants ayant commis des actes graves sont déférés devant un juge.

Il serait préférable de garder à vue ceux qui poussent au désordre, les démagogues et les politiciens qui voient le mal partout et qui se prennent pour des sauveurs. Tout en étant vieux et rabâcheurs. Il appartient aux citoyens de choisir leur avenir à la présidentielle.

Christian Fremaux

TGV

En 45 ans, plus de trois milliards de passagers ont emprunté le train à grande vitesse. Inauguré entre Paris et Lyon le 27 septembre 1981. Lille, Strasbourg, Rennes, Bordeaux, Marseille, etc. ont été ensuite desservies. Un bond technologique qui a favorisé le développement du territoire Français.

Au fil des années, le TGV français s'est exporté en Angleterre (Eurostar), en Belgique, en Suisse, en Espagne, Italie et Allemagne.

Loers de la conception du TGV la question s'était posée de l'énergie nécessaire pour faire rouler ce train. La crise pétrolière de 1973 étant passée par là, c'est l'électricité qui a été choisie. Choix judicieux car aujourd'hui le TGV est le transport le plus écologique devant la voiture et l'avion.

Les premiers TGV ont été peints en orange, puis en gris métallisé, bleu et enfin carmillon qui est obtenu avec du carmin et du vermillon.

Le record de vitesse est de 574,8 km/h, mais il roule en moyenne à 300 km/h. Il a fallu beaucoup de recherches aux ingénieurs pour permettre une parfaite stabilité pour les passagers dans ce train. Le challenge a été relevé et l'on s'étonne toujours, à pleine vitesse, de ne ressentir aucun trouble.

Les voitures sont aménagées pour les première et deuxième classe avec voiture-bar, en général au centre de la rame.

Fin 2026 devrait arriver la nouvelle génération de TGV.

Philippe Buron Pilâtre

Chou-fleur

Les agriculteurs du pays de Saint-Malo, terre maraîchère emblématique, sont passés à l'action le jeudi 15 octobre dans les rues de la sous-préfecture d'Ille-et-Vilaine. Ils étaient une vingtaine venus en tracteurs de la commune de La Gouesnière où se trouve le siège de la coopérative Terres de Saint-Malo, qui commercialise ses légumes sous la marque « Prince de Bretagne ». Ils ont notamment pu dialoguer devant sa permanence avec le député LR de la circonscription, Jean-Luc Bourdeaux, lui-même issu du monde agricole.

Un gros chou-fleur malouin vendu 3 euros en grande-surface est acheté actuellement un euro à la coopérative pour un coût de revient de 75 centimes pour le producteur. Autrement dit, la marge de ce dernier est faible et parfois même négative. En effet les exportations, vers l'Italie par exemple, sont aléatoires et ce légume désormais trop négligé par les consommateurs français malgré ses qualités nutritionnelles et gustatives indéniables. Or les réserves de trésorerie d'une coopérative ne sont pas extensibles à l'infini.

Comme d'autres productions agricoles, les maraîchers bretons subissent les hausses de prix des intrants, engrais et gazole non routier (GNR), causés par la situation internationale en Ukraine et dans le Golfe persique. Ils estiment n'être pas assez entendus par l'État face à cette situation tendue qui s'inscrit malheureusement pour eux dans la durée.

Jean Bongrain

■ **Loyers** : Le plafonnement administratif des loyers est appliqué dans 70 communes en France et sa généralisation est en discussion au Sénat. Il est cependant accusé par les investisseurs de raréfier l'offre de logements, tandis que la Cour des comptes a estimé, dans un rapport publié le 14 octobre, qu'il repose sur des données partielles non fiables et donc injustes.

■ **Cybersécurité** : Le 12 octobre, les installations frigorifiques de nombreux magasins alimentaires français ont été visées par une cyberattaque sur un système centralisé de contrôle des températures par Internet. Les pertes de denrées alimentaires se chiffrent en millions d'euros.

Le mode de fonctionnement de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, qui doit veiller à la cybersécurité des Français, est mis en cause par les spécialistes, d'autant plus que ce genre d'attaques a déjà été documenté dans d'autres pays européens. L'Anssi a d'ailleurs dû révéler le 30 septembre dernier qu'elle avait elle-même été victime d'un piratage le 10 août.

■ **Francs-maçons** : Le Grand orient et la Grande Loge féminine de France ont signalé des fuites de données informatiques le 15 octobre. Des documents financiers et personnels auraient été volés par des pirates informatiques.

■ **Patrimoine** : Le château de Rère à Theilley, en Sologne (Loir-et-Cher), construit au XVII^e siècle par le comte Pierre d'Orléans, a été détruit par un incendie le 15 octobre. Ce bâtiment de 600 m² au sol était en vente depuis 5 ans et avait été régulièrement squatté. Le château de la Blotterie, dans le quartier de la Rabière, à Joué-lès-Tours, propriété de la ville et laissé à l'abandon, a été incendié le 17 octobre par des hommes cagoules.

■ **RDC** : L'ancien président Joseph Kabila et le M23 se sont alliés, le 12 octobre à Goma, pour créer un Front pour la refondation de la nation et « mettre un terme à la tyrannie » de Félix Tshisekedi. Il a le soutien du Rwanda. En Belgique le parquet fédéral belge a fait plusieurs perquisitions le 14 octobre dans des résidences appartenant à des parents de Félix Tshisekedi. Ayant la nationalité belge et soupçonnés de s'être approprié illégalement des mines du Katanga, ils ont été dénoncés à la justice par des ONG belges.

■ **Ukraine** : Les militaires ukrainiens se sont plaints, le 14 octobre, d'un ralentissement du système satellitaire Starlink et Starshield qui gênait leurs opérations de défense et d'attaque. Elon Musk a répondu que cela « dépendait de l'Armée américaine et en fin de compte du président américain... »

■ **Syrie** : Ali Kayali, alias Mihrac Ural, chef de la milice Résistance syrienne du temps de Bachar al-Assad, et l'un des responsables des massacres de al-Bayda Baniyas (entre 250 et 400 morts dans un village et des quartiers sunnites), les 2 et 3 mai 2013 lors de la guerre civile, a été arrêté par les nouvelles autorités syriennes le 15 octobre alors qu'il tentait de sortir du pays.

■ **Automobile** : Elon Musk a présenté, près de Waco (Texas) le 15 octobre, le prototype d'une automobile Tesla Roadster capable de se déplacer dans les airs grâce à des propulseurs, et qui serait produite dès 2028.

■ **Espagne** : Avec une moyenne de 22,5 °C, le mois de septembre a été le plus chaud depuis le début des enregistrements météo en 1961. La tempête Adam a frappé la Catalogne le 17 octobre.

Léon XIV

Récapitulons cette chronologie fulgurante : dimanche 11 octobre à midi, place Saint-Pierre, un dimanche comme les autres. Un coup de tonnerre retentit pour un milliard et demi de catholiques : à la fin de l'angélus, Léon XIV annonce qu'« à la suite d'un contrôle de routine, les médecins lui ont trouvé un nodule au poumon, qu'il suit leur conseil de le faire enlever, et que l'opération aura lieu dans les prochains jours. » Lui sait déjà que cette tumeur est probablement cancéreuse, mais la plupart des catholiques se raccrochent à l'espoir d'une tumeur bénigne.

On sait maintenant comment les choses se sont passées. Peu avant de partir pour la France, eut lieu l'examen qui a révélé une tache au poumon. Pendant le voyage en France, où il se montra radieux comme si de rien n'était, il savait que quelque chose n'allait pas. Sa profonde prière à la grotte de Lourdes prend une autre résonance. Il était un malade parmi les malades, mais personne ne le savait.

Dès son retour à Rome, fut réalisée la biopsie qui révéla un cancer, pris à son début. Puis, tout alla très vite. Dimanche, 11, il annonce son opération ; mardi 13, entrée à la polyclinique Gemelli, l'hôpital de Jean Paul II et de François, et opération le jour même ; mercredi 14, lendemain de l'opération, le Pape célèbre la messe à son étage de l'hôpital, ainsi que les trois jours suivants. Il y convie les gendarmes pontificaux qui le gardent et le personnel médical. Son chirurgien raconte ce fait typique : il entre dans la chapelle, et voit le Pape qui arrange les chaises ! Il essaie

de l'en empêcher, mais Léon XIV lui répond « J'y arrive, je le fais ! ».

Étant donné sa récupération express, sortie de l'hôpital samedi 17 ; et dimanche 18, angélus au Vatican, ce qui fait que pas un seul angélus n'a été raté ! Léon XIV, après avoir béni la foule, a beaucoup remercié pour toutes les prières, dont il a senti le soutien et la proximité, ainsi que tout le personnel de Gemelli.

Le Pr Margaritora, qui l'a opéré, confie « l'émotion indicible qu'il a éprouvée, en tant qu'homme, chirurgien, et croyant ». Il insiste sur le fait que le Saint-Père est un patient idéal, « motivé corps et âme dans la volonté de guérir », coopérant à 100 % avec les soignants.

Le Saint-Père n'était pas seul à l'hôpital, il était accompagné par les quatre prêtres qui composent sa « Famille Pontificale » et vivent avec lui au Vatican : ses deux secrétaires particuliers, le Péruvien Edgard Rimaycuna Inga, et l'Italien Marco Billeri ; le Préfet de la Maison pontificale, Mgr Petar Rajič, et le vice-Régent de la Maison Pontificale, l'augustin nigérian Edward Danang, qui l'ont entouré pendant cette épreuve.

Le Pr Margaritora a donné son feu vert pour le long voyage de 12 jours du Pape en Amérique latine, dont son bien-aimé Pérou, à partir du 6 novembre, auquel il tient énormément.

Marie-Gabrielle Leblanc

Marine à Bruxelles

Le 14 octobre, les rôles avaient été distribués : Marine Le Pen à Bruxelles, Jordan Bardella à Madrid, Jean-Philippe Tanguy à l'Assemblée nationale. Normalement, cela aurait dû être Bardella à Bruxelles : c'est lui le président du groupe « Patriotes Pour l'Europe » au Parlement européen, qui se réunissait la veille du Conseil européen sur le budget de l'UE. Mais celui-ci avait été envoyé à Madrid mais aussi à Ceuta (débordé fin juillet par une immigration massive et subite venue du Maroc), aux côtés de Santiago Abascal, dirigeant du parti Vox, qui compte six élus dans le groupe présidé par Bardella au Parlement européen. Marine Le Pen a redit l'espoir qu'elle place dans Vox lors des élections espagnoles anticipées du 29 novembre prochain. À Paris, l'Assemblée nationale était appelée à valider ce même jour la contribution nationale française au budget européen pour 2027, soit 30,9 milliards d'euros, adopté par 111 voix contre 93 (on rappelle que l'Assemblée nationale comprend 577 députés), en augmentation de près de trois milliards (dus au retard des projets du fait du Covid, à l'aide à l'Ukraine et à la montée des taux d'intérêt sur le plan de relance). Qu'il ait été voté ou non, cela ne changeait rien à l'obligation juridique fixée par les traités. C'est donc en vain que le préposé du RN aux finances publiques a bataillé pour le réduire à 19,8 milliards, montant que Marine Le Pen a prescrit lors de sa conférence de presse bruxelloise pour en arriver après quelques années à

Le commerce du livre

5 milliards nets (contribution – bénéfices dont ceux liés à la politique agricole commune). Or, la Commission de Bruxelles a proposé aux États membres réunis le 15 et 16 octobre un quasi-doublement du « Cadre financier pluriannuel » (CFP) pour 2028-2034 qu'il est exclu que les pays soumis à élection d'ici là acceptent par anticipation, d'ici un an.

Le discours de Bruxelles a revêtu ainsi une portée exceptionnelle où la principale candidate aux élections présidentielles de 2027 annonce, non pas à Paris mais depuis le cœur de l'Union européenne, sa politique européenne à venir avec une clarté, une cohérence et une précision inédites qui s'adressait moins à l'électorat français qu'à l'ensemble des dirigeants européens. D'ailleurs, elle n'a pas caché qu'elle comptait pour la mettre en œuvre non seulement sur ses propres électeurs, mais sur ceux de l'Espagne, de l'Italie ou de la Pologne appelés aux urnes en même temps que les Français, pour opérer un « véritable changement » de l'UE. Il ne s'agit plus de quitter les institutions européennes mais de les transformer profondément de l'intérieur, en nouant des coalitions.

Dominique Decherf

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

Le livre c'est, pour les livres modernes, encore une industrie et, pour les livres anciens, un marché parfois hautement spéculatif, avec ses ventes aux enchères prestigieuses à New York mais, plus souvent, un petit monde de lecteurs assidus et de collectionneurs modestes. Dans la plupart des pays, Amazon a préempté la totalité de ce marché, d'ailleurs déclinant pour toutes les raisons que l'on connaît. La plupart des capitales mondiales ne comptent quasiment plus aucune librairie de livres anciens. Sauf dans quelques pays européens où demeurent encore quelques centaines de boutiques allant de la haute bibliophilie à la sorderie. Les Parisiens sont gâtés à cet égard mais pour combien de temps ?

À Paris il y a aussi un marché du livre (Marché Brassens) dans le XVe arrondissement qui tente de résister, et puis des salons réguliers, comme BiblioMania, qui multiplient les thèmes et se diversifient vers les archives et les affiches... Un salon BiblioMania avait été programmé du 15 au 17 octobre dans le Réfectoire de l'ancien couvent des Cordeliers. Il s'agit d'un bâtiment gothique rescapé dans ce qui reste d'un ancien quartier du Moyen Âge, entre le boulevard St-Michel et le boulevard St-Germain, en plein Quartier Latin, à deux pas de la Sorbonne et des grands lycées, au pied de la mythique librairie Gibert dont le sort est rien moins qu'assuré...

Quand ses organisateurs ont annoncé, mercredi 14, que BiblioMania était annulé pour « cause de grève et d'écoles fermées », certains ont pu penser qu'il s'agissait d'une décision d'un pessimisme excessif. Ces manifestations lycéennes n'étaient pas si terribles... Oui mais, pour avoir traversé ces trois derniers jours ce quartier, on peut témoigner que, désormais, des blocages mineurs ont des effets majeurs. C'est bien sûr la conséquence d'un urbanisme anti-voiture qui fait que le moindre incident bloque tout, sans aucun itinéraire de délestage possible, sans autre solution que d'attendre... Or un

salon comme BiblioMania ne se prépare pas avec des vélos-cargos, mais avec des dizaines de camions de déménagement et de camionnettes qui doivent arriver (et repartir) presque en même temps au même endroit par une rue de l'École de Médecine qui n'est pas très large...

Il y a eu une manif étudiante mardi 13, précédée de ses CRS, avec des barrages de Gardes républicains à cheval, notamment

rue St-Jacques, qui a provoqué des heures d'embouteillages inextricables dans tout le quartier, et c'est cela qui a sans doute motivé la décision de la commissaire de l'exposition,

car des camions ont dû rebrousser chemin dès qu'ils ont eu l'information. Mais on a pu constater qu'à de nombreux autres moments, il suffisait de quelques poubelles amoncées devant une porte pour que tout se ralentisse. Ne parlons même pas de la grève des chauffeurs de taxis jeudi et des émeutes de samedi. Comment accéder au salon et comment en repartir, avec parfois de lourds colis, dans ces conditions ? Annuler BiblioMania, c'était la sagesse même à l'heure où les gens, dressés au télétravail depuis le Covid, y regardent à deux fois avant de se précipiter dans le centre de Paris avec des transports en commun aléatoires.

Mais ce que lycéens grévistes et édiles urbanistes ne mesurent pas, ce sont les conséquences durables de leurs mépris des problèmes des autres, conséquences peut-être gravissimes pour tout un commerce de livres, tout un monde culturel non subventionné et pourtant garant d'une civilisation de l'écrit sans laquelle le monde de demain sera bien moche. Espérons que BiblioMania pourra se remettre de cet échec. Ayons de la compassion pour tous les exposants qui se sont retrouvés le bec dans l'eau après avoir investi de longues heures dans la préparation de leur stand. Soutenons les dernières librairies d'occasion (et les librairies de neuf) qui demeurent courageusement.

Frédéric Aimard

L'Inde éternelle

Yann Vagneux est prêtre des Missions étrangères de Paris. Envoyé en Inde il y a quelque trente ans, il a consacré sa vie à tenter de comprendre ce monde immense, en offrant à tous le témoignage de sa propre foi catholique. Disciple des pères Jules Monchanin et Henri Le Saux, les pionniers du dialogue entre le christianisme et l'hindouisme, il a été marqué par la philosophie du Mahatma Gandhi et par tant d'autres grandes figures indiennes des siècles passés dont l'Occident ne sait encore pas grand-chose.

C'est que Yann Vagneux a beaucoup étudié, jusqu'à pouvoir lire en sanskrit et en hindi les trésors de la littérature indienne, à déchiffrer une statuaire immensément variée, à connaître le sens des rites... Il a assisté régulièrement aux grandes fêtes religieuses, participant à des pèlerinages jusqu'aux sommets de l'Himalaya, rencontrant des représentants de toutes les religions de l'Inde. Hindouistes orthodoxes, disciples de Rama Krishna, sikhs, jaïnistes, bouddhistes de différentes écoles, musulmans soufis... se sont laissés approcher et sont parfois devenus ses professeurs, ses étudiants, ses amis...

Il a fondé à Bénarès une rencontre mensuelle inter-religieuse où chacun peut librement interroger des représentants d'autres religions. Il a sillonné également le Népal et un peu le Tibet, avec toujours un regard émerveillé devant

autant de cadeaux de la nature, de richesses humaines, de traditions millénaires vivantes, parfois conquérantes, parfois en fragile sursis, plus souvent menacées de raidissement et d'intégrisme politisé cependant.

Yann Vagneux est un excellent conteur et un bon photographe. Ses portraits sont chaleureux, avec un faible pour les humbles. C'est pourquoi le quotidien La Croix lui a demandé des chroniques mensuelles illustrées sur ses rencontres, ses sensations, ses interprétations des évolutions de l'Inde actuelle, sur l'impact de l'épidémie de covid par exemple... Ce sont, dit-il, autant de tesselles qu'il réunit aujourd'hui en une mosaïque somptueuse sous la forme d'un beau livre. Yann Vagneux a trouvé dans le sous-continent une émulation pour sa foi catholique et ces pages, si bien présentées, nous proposent à nous aussi de nouveaux horizons spirituels.

F. A.

Yann Vagneux, *Pèlerinages infinis, chroniques du sous-continent indien*, Cerf, 2026. 287 pages, 35 euros.



La drogue au pouvoir

Les substances addictives – sucre, chocolat, café, thé, tabac, alcool – sont dangereuses pour la santé, mais à la base de la mondialisation (heureuse?). Plus artificiels, certains produits censés offrir un moment de répit et de rêve – cannabis, cocaïne, LSD ou fentanyl... – participent assurément du pire de la mondialisation.

C'est au point qu'on peut presque tout réinterpréter de la géopolitique depuis un demi-millénaire, par le prisme de la drogue. Par la première Guerre de l'opium (1839-1842) les Britanniques ont fait sombrer l'Empire de Chine, tout simplement pour rééquilibrer une balance commerciale que leur dépendance au thé chinois rendait déficitaire ! La France n'a pas été en reste, en participant à la seconde Guerre de l'opium (1856-1860), puis avec la Régie de l'opium fondée par Paul Doumer en Indochine, qui a permis à la III^e République de financer son empire colonial. On connaît la suite où le cynisme des hommes politiques sert le développement des mafias qui vont les asservir : la drogue comme arme des services secrets américains contre le communisme en Orient puis en Amérique latine, arme qui se retourne contre toute la société américaine. Le rôle de la France avec la « French Connection » à la fin des années soixante jusqu'à notre actuelle « DZ Mafia » qui a débordé de sa Provence originelle et est instrumentalisée par un pouvoir algérien gangrené par la corruption... Le retour de bâton chinois actuel qui utilise sournois-

sement la drogue dans son combat contre l'Occident et pour l'hégémonie mondiale. Le monstre angoissant du terrorisme islamiste, qui ne peut s'expliquer sans les trafics internationaux de drogue.

Il fallait, pour résumer de manière convaincante ce qui constitue une vision très éclairante de l'Histoire, tout le talent d'un journaliste aguerri. Ayant travaillé en Chine et aux États-Unis, pour *L'Express* ou *Le Figaro*, avant de faire partie des fondateurs de l'hebdomadaire *Franc-Tireur*, Benjamin Sire a su développer une vision personnelle et lucide grâce à ses propres observations, ses contacts, ses lectures. Partout, lorsqu'il a pu couvrir une situation de crise sociale ou de guerre, il a rencontré la drogue, jusqu'au plus haut niveau. La drogue est au pouvoir, la drogue c'est le pouvoir. On s'en doutait à voir les comportements erratiques de nos dirigeants politiques.

L'auteur a compilé plus de 200 000 documents officiels déclassifiés – grâce à l'intelligence artificielle – qui étaient imparablement ses intuitions... Ses talents divers (il est aussi musicien), ses épreuves de santé ou familiales, lui ont par ailleurs permis de développer ce don d'empathie qui le protège du complotisme. Cela donne à son noir diagnostic les tonalités d'un message d'espérance, au-delà du pire. Ce livre est beaucoup plus qu'un document. Un cri d'alarme et un appel à se battre.

F. A.

Benjamin Sire, *La drogue au pouvoir*, éd. du Cerf, 2026.